

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

#### SENS ET ESSENCE DE LA REPRÉSENTATIVITÉ – DÉBAT

**Anne Braun et Pascal Rennes** : Un sens à la représentativité syndicale (autour de l'arrêt Soc. 14 avril 2010, *SDMO Industries*)

**Marie-France Bied-Charreton** : Le critère de représentativité des 10 % a pour effet de porter atteinte à la liberté syndicale de manière incompatible avec les conventions internationales - Autre regard sur le jugement du Tribunal d'instance de Brest.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment :*

Information loyale du CE en cas de restructuration et limites à l'obligation de discrétion des élus.

**Cour d'appel de Versailles (14<sup>e</sup> ch.) 31 mars 2010** - Note Karim Hamoudi (p.427)

Droit aux allocations de chômage dans les périodes d'inter-contrats en cas de requalification de CDD successifs.

**Tribunal d'instance d'Orléans 11 février 2010** - Note François Rabion (p. 434)

Retour dans l'entreprise après la suspension de l'activité pour accident de travail : les caractéristiques de l'emploi similaire.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 mars 2010** - Note Dominique Holle (p. 437)

L'absence d'incidence de la forme sociale de l'entreprise (SAS) sur l'élection d'administrateurs représentant le personnel.

**Tribunal d'instance de Paris (14<sup>e</sup> arrdt) 7 mai 2009** - Note Claudy Ménard (p. 441)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

**Droit social européen** : Extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Michèle Bonnechère**.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Thierry Tauran** (pp. 3 et 4 de la couverture).



**Doctrine :**

**Un sens à la représentativité syndicale** (autour de l'arrêt Soc. 14 avril 2010, SDMO Industries), par **Anne Braun**, Conseillère confédérale, Docteur en droit et **Pascal Rennes**, Directeur du travail honoraire ..... 405  
 Annexe : SYNDICAT PROFESSIONNEL – Représentativité – Appréciation – Exercice des droits syndicaux – Conformité de la loi du 20 août 2008 au droit européen et international – Droit de mener des négociations collectives – Délégué syndical – Désignation – Liberté syndicale – Candidats ayant obtenu 10 % des voix.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 avril 2010** ..... 417

**Le critère de représentativité des 10 % a pour effet de porter atteinte à la liberté syndicale de manière incompatible avec les conventions internationales** - Autre regard sur le jugement du Tribunal d'instance de Brest, par **Marie-France Bied-Charreton**, Avocate au Barreau de Paris ..... 418

**Jurisprudence :**

COMITE D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Consultation – Restructuration pour sauvegarde de la compétitivité – 1° Obligation de discrétion des élus – Portée – a) Salariés de l'entreprise – Destinataires légitimes – Restrictions – Conditions de forme et de fond – b) Tiers et concurrents – Restriction non prévue par L. 2325-2 CT – 2° Information loyale et complète – Défaut – Suspension.  
**COUR D'APPEL DE VERSAILLES (14<sup>e</sup> ch.) 31 mars 2010** ..... 427  
 Note **Karim Hamoudi**, Avocat au Barreau de Paris ..... 431

CONTRAT A DUREE DETERMINEE – Succession irrégulière – Requalification – Indemnité – Cumul avec les allocations chômage (oui) – Récupération des sommes par Pôle emploi (non) – Faute du salarié à ne pas avoir demandé par voie judiciaire la rémunération des périodes non travaillées (non).  
**TRIBUNAL D'INSTANCE D'ORLEANS 11 février 2010** ..... 43  
 Note **François Rabion**, Avocat au Barreau de Paris ..... 435

CONTRAT DE TRAVAIL – Accident du travail ou maladie professionnelle – Suspension du contrat – Terme – Visite de reprise – Déclaration d'aptitude – Effets – Réintégration dans l'emploi précédent ou un emploi similaire – Emploi similaire – Notion.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 24 mars 2010** ..... 437  
 Note **Dominique Holle**, DLAJ, Union départementale CGT du Puy de Dôme ..... 438

DROIT DISCIPLINAIRE – Pluralité de faits fautifs – Sanction d'une partie des faits – Possibilité de sanctionner ultérieurement les autres faits non prescrits (non).  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 16 mars 2010** ..... 439  
 Note **Michel Estevez**, Conseiller prud'homme ..... 440

ELECTIONS PROFESSIONNELLES – Secteur public – Membres du conseil d'administration représentant le personnel – Champ d'application – Filiales d'entreprise publique – Forme sociale – SAS – Incidence (non) – Vote électronique – Caractère exclusif – Licéité (non) – Respect des principes généraux du droit électoral.  
**TRIBUNAL D'INSTANCE DE PARIS (14<sup>e</sup> arrdt) 7 mai 2009** ..... 441  
 Note **Claudy Ménard** ..... 445

GRÈVE – Faute lourde – Etablissement des faits – Participation personnelle du salarié – Défaut – Référé – Réintégration.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 avril 2010** ..... 446

GRÈVE – Rémunération – Prime attribuée aux non-grévistes – Discrimination.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 1<sup>er</sup> juin 2010** ..... 447

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Représentativité – Critères (deux espèces) – Ancienneté – Changement d'affiliation – Incidence (non) – Survie de la personnalité morale (première espèce) – Dispositions transitoires – Syndicat ne bénéficiant pas de la présomption – Représentativité – Bénéfice (deuxième espèce).  
**Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 3 mars 2010** ..... 448  
**Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 mars 2010** ..... 448  
 Note **Marie-France Bied-Charreton** ..... 449

## Chroniques jurisprudentielles :

**DROIT SOCIAL EUROPÉEN** (Extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Michèle Bonnechère**, Professeur à l'Université d'Evry - Val d'Essonne)

CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME (article 11) – Droit de grève – Droit indissociable de la liberté syndicale – Restrictions limitées par la convention.

**COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME (3<sup>e</sup> section) 21 avril 2009** ..... 453

PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL CONTRE LE LICENCIEMENT – Directive 2002/14 du 11 mars 2002 sur l'information et la consultation des travailleurs – Transposition possible par accords collectifs d'application générale – Seuil minimal de protection.

**COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPEENNE, 11 février 2010** ..... 456

PRINCIPE DE NON-DISCRIMINATION DANS L'EMPLOI A RAISON DE L'AGE (deux espèces) – Justification d'un âge maximum par une exigence professionnelle essentielle et déterminante (première espèce) – Non-prise en compte des périodes de travail accomplies avant l'âge de 25 ans pour le calcul du délai de préavis – Disposition contraire au principe de non-discrimination en fonction de l'âge concrétisé par la directive 2000/78, devant rester inappliquée (deuxième espèce).

**Première espèce : COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPEENNE, 12 janvier 2010** ..... 457

**Deuxième espèce : COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPEENNE, 19 janvier 2010** ..... 457

<http://sites.google.com/site/droitouvrier>

## « Droits du travail et des fonctions publiques : Unité(s) du Droit ? » *Influences, convergences, harmonisations*

Les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 2010, le 6 octobre 2011

- I. Influences et divergences : Droit public, droit privé
- II. Convergences ? La spécificité publique à l'épreuve
- III. Harmonisations : Contrat, libertés et pouvoirs
- IV. La spécificité publique à l'épreuve de la « territoriale » : modèles et avenir ?

**Rens. : <http://www.colloqueclud.fr/>**



RPDS 783 - Juillet 2010

*Au sommaire :*

**DOSSIERS :** - **Cas de recours au contrat à durée déterminée**  
- **La modification du contrat de travail (2<sup>e</sup> partie)**

**Le droit et les juges :** Codes de « bonne conduite » : les juges posent des limites.

**L'actualité juridique :** sommaires de jurisprudence

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, commande à NSA La Vie Ouvrière, BP 88, 27190 Conches en Ouche.  
Prix du numéro : 6,80 euros (+ forfait de 3 euros par envoi). Abonnement : 71 euros par an uniquement à NVO, BP 160, 77315 Marne-La-Vallée Cedex 2. Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet [www.librairie-nvo.com](http://www.librairie-nvo.com) ou [www.lecodedutravail.fr](http://www.lecodedutravail.fr)